



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

20250519

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ N°

**modifiant les dispositions appliquées à la Société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes pour
son centre de transit / regroupement de déchets industriels dangereux exploité à
GERZAT**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 11 janvier 2013, autorisant la Société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes pour son centre de transit / regroupement de déchets industriels dangereux à GERZAT, rue François Arago ;
- Vu** l'étude de vulnérabilité et hydrogéologique, n°A129992, version A du 19 septembre 2024, du site transmise par courrier reçu le 7 novembre 2024 ;
- Vu** les conclusions de l'étude, démontrant notamment une vulnérabilité forte pour les eaux souterraines ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance transmis par mail le 14 août 2024 présentant les modifications envisagées sur l'installation en ajoutant une activité de transit regroupement de Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI), en application de l'article R181-46 ;
- Vu** l'avis favorable des services de l'ARS en date du 13 février 2025, en ce qui concerne l'ajout de l'activité de transit regroupement de Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux ;
- Vu** l'inspection du 19 février 2025 et le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 mars 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 6 mars 2025 ;
- Vu** la réponse de l'exploitant par mail daté du 28 mars 2025 qui précise qu'il n'a pas d'observations sur le projet d'arrêté ;
- Considérant** qu'il y a lieu d'actualiser certaines des dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé pour y inclure les modifications des prescriptions ;
- Considérant** que le tableau de la rubrique ICPE n°2718 figurant à l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 précité nécessite d'être complété en mentionnant les déchets DASRI ;
- Considérant** que le volume maximal de DASRI susceptibles d'être présents sur l'installation est de 2,5 tonnes, soit moins de 1% de volume total déjà autorisé ;
- Considérant** que l'activité de transit regroupement de DASRI n'est pas de nature à entraîner des dangers ou

inconvenients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant s'engage à respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques;

Considérant que la surveillance des eaux souterraines nécessitent l'ajout d'ouvrages piézométriques supplémentaires afin d'avoir un suivi représentatif;

Considérant que l'exploitant doit mettre en place un plan d'actions conforme aux conclusions de l'étude de vulnérabilité n°A129992, version A du 19 septembre 2024;

Considérant que l'ajout de l'activité transit regroupement de DASRI ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant par conséquent qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 février 2007;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

ARRÊTE

Article 1. Respect des prescriptions

La Société ONYX Auvergne-Rhône Alpes dont le siège social est situé 2-4 Avenue des Canuts 69120 Vaux en Velin est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation en ZI Gerzat Sud, rue François Arago à Gerzat des installations détaillées à l'article 2.

Article 2. Ajout d'une activité de regroupement et de transit de DASRI

Article 2-1 tableau des rubriques

Le classement de l'article 1,3,1 l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 précité est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	A/D	Libellé de la rubrique (Activité)	Critère	Activité du site et volume autorisé
2717-2	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711,	La quantité des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS et supérieures ou égales aux seuils A des rubriques d'em-	Déchets en petits conditionnement : - Liquides organiques : 150 t - DDM / DDAE en petit conditionnement liquides : 61 t (*) Substances et préparations toxiques (déchets de laboratoire/réactifs) : 3,3 tonnes

		2712 et 2719.	ploi ou de stockage de ces substances ou préparations.	TOTAL : 214,3 tonnes
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719	La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 1 t	Déchets vrac : - liquides organiques : 37,5 t soit 30 m ³ - eaux souillées : 30 t soit 30 m ³ Déchets en petits conditionnement : - acides : 5 t - bases : 5 t - PCL : 36 t (*) - DDM / DDAE en petit conditionnement liquides : 61 t (*) - DDM / DDAE en petit conditionnement solides : 197,7 t (*) - Emballages souillés : 18 t - Déchets d'amiante lié : 10 t - Déchets d'amiante libre conditionné hermétiquement : 5 t Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux : DASRI : 2,5 t TOTAL : 407,7 tonnes
2662-3	D	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Emballages en plastique utilisés pour le conditionnement des déchets dangereux 288 m ³
2795	DC	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux	La quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m ³ /j	Lavage des camions. Volume maximal journalier : 10 m ³ /jour
2711	NC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)	Le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 100 m ³	Transit de DEE

Article 2-2 Consistance des installations autorisées

L'article 1.3.3 l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 précité est remplacé par l'article suivant

« La société ONYX Auvergne-Rhône Alpes occupe une surface d'environ 4000 m² sur la commune de Gerzat. Le site est imperméabilisé et l'activité exercée est le regroupement (avec mélanges selon les catégories de produits) et le transit de déchets dangereux. Il comporte 5 bâtiments :

- Accueil
- Liquides organiques et solvants (bâtiment A)
- produits chimiques de laboratoires (PCL), déchets dangereux des ménages (DDM), déchets dangereux des activités économiques en petit conditionnement (DDAE) (Bâtiment B)
- solides (Bâtiment C)
- **DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux) »**

Article 2-3 Règles générales d'exploitation

L'article 1.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 précité est remplacé par l'article suivant :

« Déchets admissibles sur le centre de transit de déchets dangereux (DID) :

- acides,
- bases,
- solvants halogénés,
- eaux souillées et effluents de laboratoire
- boues et solides organiques
- matériaux souillés
- boues et solides à prépondérance minérale
- produits phyto sanitaire non utilisés
- produits chimiques divers en petites quantités (produits chimiques de laboratoire)
- produits toxiques divers en petites quantités (déchets dangereux des activités économiques en petite quantité)
- déchets dangereux des ménages (piles, huiles, aérosols, phytosanitaires), DEEE
- amiante lié et amiante libre conditionné hermétiquement
- **DASRI** (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux)

Les caractéristiques des cellules de stockage sont les suivantes :

N° bâtiment	Nature des produits stockés	Capacité de stockage	Rétention associée	Activité annuelle maximale
A	Solvants	1 cuve aérienne de 30 m3	31 m3	1100 t/an
A	Eaux souillées	1 cuve aérienne de 30 m3 + 1 cuve de secours de 30 m3	32 m3	
A	Solvants halogénés et non halogénés en petits conditionnement (en attente d'enlèvement)	Stockage au sol volume de 300 m3 pour environ 150 t	Dépotage sur aire étanche reliée à une rétention (cuve enterrée) de 15 m3	
B	PCL / DDM / DDAE en petits conditionnements	Acides : 1 alvéole de 24 m3 (12 t environ) Bases : 1 alvéole de 24 m3 (12 t environ) Autres déchets : 2 alvéoles d'un total de 300 m3 (150 t environ) PCL : stockage au sol dans local de 72 m3 (36 t environ)	Déchargement sur aire étanche reliée à une cuve enterrée de 2 m3	600 t/an dont 200 t/ an pour les PCL
C	Déchets solides - En palettes	Aire de 120 m ² (soit environ 300 t pour 300 m3 stockés)	Confinement général du site	2500 t/an

	- Emballages souillés issus des déchets en petits conditionnement (benne)	2 bennes de 30 m ³ et 2 bennes de 30 m ³ en attente sous auvent soit 60 m ³ (18 tonnes)	(bassin de 120 m ³)	
C	DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux)	Aire de 100 m ² 50 bacs hermétiques d'environ 50 kg chacun	Confinement général du site (bassin de 120 m ³)	2,5t/jour soit 650t/an

Déchets liquides :

Le stockage des solvants halogénés et non halogénés est au maximum de 100 fûts de 200 l.

Les conditionnements inférieurs à 200 l sont considérés comme DDAE et dirigés vers le bâtiment prévu à cet effet.

Déchets solides :

Le conditionnement des déchets solides s'effectue en bennes de 15 m³ et big-bags.

Les flocages, les éléments de protection ou les poussières contenant de l'amiante sont conditionnés en double emballage étanche conformément au décret 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante. Aucune opération de conditionnement ou de déconditionnement des déchets d'amiante libre n'est autorisée sur le site.

Les plaques, éléments longs doivent être empilés régulièrement sur palettes. La hauteur maximale doit être de un mètre. Chaque palette est filmée à l'aide de plastique épais thermorétractable ou d'une housse.

DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux)

Les déchets DASRI restent dans leur conditionnement initial (bacs hermétiques). Aucune opération de tri n'est réalisée.

Opérations de regroupement :

L'exploitant met en place les moyens permettant de s'assurer, avant tout regroupement, que les produits ne présentent pas d'incompatibilité. L'ensemble des tests et procédures établis à cet effet sont documentés et leur résultat est consigné. Le volume des conteneurs dans lesquels sont effectuées les opérations de regroupement sont limitées à 200 l pour les DDM/DDAE et 30 l pour les PCL. »

Article 2-4 Déchets interdits

L'article 1.3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 précité est remplacé par l'article suivant :

« Déchets interdits sur le centre de transit de DID :

- les gaz,
- les peroxydes,
- les déchets explosifs,
- les déchets carnés,
- les déchets non dangereux des activités économiques ou des ménages,
- les bouteilles de gaz toxiques, comburants ou inflammables,
- les déchets produisant des gaz toxiques par contact avec l'eau,
- les déchets de matière pyrophoriques,
- les déchets de matière autoréactive,

- les déchets radioactifs,
- les huiles minérales ou synthétiques collectées dans le cadre de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999. »

Article 2-5 Modalités d'admission des déchets

L'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 précité est remplacé par l'article suivant :

« Modalités d'admission des déchets

Avant réception d'un déchet, un accord commercial avec le producteur ou le détenteur de déchets devra préalablement définir le type des déchets livrés. En ce qui concerne la prise en charge des déchets d'emballage, le contrat précisera la nature et la quantité de ces déchets.

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont-basculé agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

Un contrôle visuel des déchets réceptionnés doit être systématique afin de vérifier la conformité avec le bordereau de réception.

Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

La réception des déchets dangereux répond à une procédure spécifique en sus de celle décrite ci-dessus :

- seconde phase de vérification de la qualité de l'emballage, faisant suite à une phase de réception lors de la collecte chez le client,
- confirmation de l'identification du type de déchet et enregistrement dans un logiciel dédié,
- mise en quarantaine en cas de doute et pendant une période de recherche.

Pour chaque flux de déchets entrants, il est systématiquement établi un bordereau de réception et les renseignements minimums suivants sont consignés sur un registre :

1. la date de réception du déchet,
2. la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement),
3. la quantité du déchet entrant,
4. le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets,
5. le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'Environnement,
6. le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets,
7. le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n° 1013/2006,
8. le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

Ces registres, papier ou informatique, sont conservés pendant au moins trois ans ; ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Un récapitulatif pourra être demandé par l'Inspecteur des Installations Classées.

Les matériaux issus du tri des bennes de déchets réceptionnées sur le site sont traités par filière, dans la continuité de l'opération, dans les conditions normales d'exploitation, c'est-à-dire sans dépasser les capacités de stockage.

Le centre de transit est équipé d'un système de contrôle de non-radioactivité.

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit un registre des refus portant les indications demandées au registre des entrées et précisant la destination du déchet refusé (retour producteur ou centre de traitement autorisé).

*Tout déconditionnement de déchet d'amiante libre et de **DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux)** est interdit. »*

Article 3. Auto surveillance des eaux souterraines

L'article 8.2.4. "Auto surveillance des eaux souterraines" de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 est remplacé par les prescriptions suivantes.

« La mise en place du programme de surveillance se décompose en deux phases :

Phase 1 : installation, a minima, d'un nouveau piézomètre Pza, en plus de P1 et P2, afin de déterminer le sens d'écoulement effectif de la nappe.

Phase 2 : installation d'au moins 2 nouveaux piézomètres, après validation des services de l'inspection, afin d'assurer un suivi pertinent des eaux souterraines au droit du site.

Tous les nouveaux ouvrages devront être réalisés avant le 31 décembre 2025.

Si le contexte l'exige, d'autres ouvrages pourront être ajoutés au réseau à la demande de l'inspection.

Un contrôle piézométrique de la qualité des eaux souterraines est réalisé à partir d'au moins cinq piézomètres sur le périmètre du site ou à proximité immédiate. Il est procédé à des analyses d'une fréquence au moins trimestrielle sur les paramètres suivants : pH, COT, DBO5, DCO, phénols, solvants chlorés¹, hydrocarbures, mercure, arsenic, cyanures libres.

Les résultats des contrôles, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes). La transmission des données de surveillance (et de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation) est obligatoire et la période ne peut excéder un an (cf. R. 515-60). Les résultats sont accompagnés de commentaires sur l'évolution. »

Article 4. Études et diagnostics complémentaires

L'exploitant doit, sous 9 mois, transmettre à l'inspection des installations classées une étude d'interprétation de l'état des milieux, établie selon le guide INERIS dénommé Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires (septembre 2021) et la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués (NOR : DEVP1708766N) - Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007.

L'exploitant doit par ailleurs transmettre à l'inspection, sous 3 mois, un diagnostic des réseaux d'eau et du dispositif de confinement des eaux, ainsi qu'un échéancier de travaux si des actions correctives sont nécessaires et mises en évidence par le diagnostic.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

¹ La liste des solvants chlorés comprend a minima les substances suivantes : chlorure de vinyle monomère

Article 5. Obligation de notification des recours

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (Monsieur le préfet du Puy-de-Dôme) et au bénéficiaire de la décision (la société ONYX Auvergne-Rhône Alpes dont le siège social est situé 2-4 Avenue des Canuts 69120 Vaux en Velin), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6. Notification et publicité

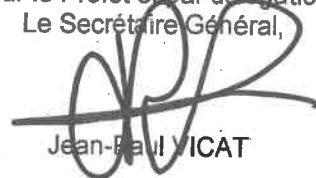
Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée minimale de quatre mois.

Article 7. Exécution et copies

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme, le Maire de Gerzat ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le 02 AVR. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Jean-Paul VICAT

Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquant, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citovens.telerecours.fr/>